

Republika Srpska : à l'aune de la guerre en Ukraine

Description

La Bosnie-Herzégovine, pays multi-ethnique des Balkans occidentaux où coexistent communautés bosniaque musulmane, croate catholique et serbe orthodoxe, reflète la composition de la région balkanique, avec sa mosaïque de peuples et de religions. Cet ancien État yougoslave, qui craint lui-même de voir des conflits ethniques éclater sur son territoire, ne peut que se sentir préoccupé par la guerre qui se déroule aujourd'hui en Ukraine.

Après quatre siècles de domination ottomane traversés par une instabilité interne, le territoire bosnien est passé sous administration de l'Empire austro-hongrois lors du Congrès de Berlin en 1878. Ce n'est qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale que la Bosnie-Herzégovine sera reconnue, alors comme l'une des six républiques socialistes de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

La mort de Tito en 1980 puis la désintégration progressive de la Yougoslavie mirent peu à peu fin à l'existence prospère dont bénéficiait la Bosnie-Herzégovine. Après les déclarations d'indépendance slovène et croate en juin 1991, le peuple de Bosnie fut à son tour amené à se prononcer sur son avenir, yougoslave – majoritairement soutenu par la population serbe – ou indépendant – prôné par les Croates et les Bosniaques : le référendum de février 1992, boycotté par les Serbes, fut remporté par les partisans d'une souveraineté nationale, reconnue par la communauté européenne le 6 avril 1992. C'est ainsi que la Bosnie devint le théâtre d'une guerre inter-ethnique particulièrement sanglante.

Ce conflit armé prit fin le 14 décembre 1995, avec la signature des Accords de Dayton par Franjo Tudjman (Président croate), Alija Izetbegović (homme d'État bosnien) et Slobodan Milošević (président de la Serbie puis de la République fédérale de Yougoslavie jusqu'en 2000). Ces accords définissent la Bosnie-Herzégovine comme une confédération de trois entités : la Fédération croato-bosniaque, la République serbe de Bosnie (Republika Srpska) et le district de Brčko, sorte de condominium des deux premières. L'État confédéré est géré par une présidence tournante dirigée par les représentants des trois communautés ethniques, chacun assurant la fonction de chef d'État pendant une période de 8 mois. Depuis 2018, la présidence collégiale est composée de Šefik Džaferović (Bosniaque), Željko Komšić (Croate) et Milorad Dodik (Serbe). L'actuel président bosnien est Šefik Džaferović.

Le prisme des ingérences russe et serbe en Republika Srpska et au Donbass

Bosnie : les autorités de la Republika Srpska défient le pouvoir central

Aujourd'hui, les ambitions sécessionnistes de l'entité serbe de Bosnie, la Republika Srpska, font écho



à la guerre pourtant achevée en 1995. Le règlement du conflit n'a visiblement pas mis totalement fin aux antagonismes nationalistes, et il demeure bien des fissures au sein du système étatique. En effet, les reproches de l'appareil gouvernemental de Željka Cvijanović, présidente de la Republika Srpska, à l'encontre de la Fédération de Bosnie-Herzégovine s'accroissent au profit d'un rapprochement avec la Serbie d'Aleksandar Vučić, au nom de l'unité du peuple serbe. L'entité serbe de Bosnie paraît en effet vouloir se doter des institutions d'une Republika Srpska, pro-serbe, qui pourrait se déclarer indépendante. La rencontre, le 10 mars 2022, entre Ž. Cvijanović et Nikola Selaković, le ministre serbe des Affaires étrangères, atteste un rapprochement certain. Le Président Vučić, lui, préférerait sans doute « évincer » M. Dodik et appelle au respect des institutions bosniennes.

En attendant, la République Srpska multiplie les sujets de dissension et les batailles institutionnelles à l'encontre du pouvoir central. Récemment, son Parlement a par exemple annoncé qu'il n'entendait plus se soumettre aux lois de l'État en matière de défense et de sécurité ; par ailleurs, ses discours négationnistes accentuent les tensions ethniques, principalement sur le sujet du génocide de Srebrenica.

De l'Ukraine à la Bosnie, des situations incomparables

La Constitution ukrainienne stipule que la langue officielle est l'ukrainien et que « *l'État favorise la consolidation et le développement de la nation ukrainienne [...], et aussi le développement des particularités ethniques, linguistiques et religieuses de tous les peuples autochtones et des minorités nationales de l'Ukraine* ». En Bosnie-Herzégovine tout comme en Republika Srpska, en revanche, les Constitutions érigent le bosnien, le croate et le serbe en tant que langues officielles.

Les républiques de Louhansk et de Donetsk ont fait sécession de l'Ukraine en avril 2014 et ont été reconnues le 21 février 2022 par la Russie, qui a lancé son invasion de l'Ukraine trois jours après. En Bosnie-Herzégovine, le soutien d'A. Vučić à la Republika Srpska n'a rien de comparable et paraît même [de plus en plus problématique](#). Par ailleurs, Milorad Dodik, qui entretient pourtant des relations avec des régimes séparatistes comme l'Ossétie du Sud, a refusé de se prononcer sur les deux entités du Donbass.

Destins scellés ou horizon occidental : deux pays dans le spectre européen

L'Ukraine et la Bosnie-Herzégovine, deux pays exposés aux influences de puissances voisines et menacés par des velléités séparatistes, visent un avenir européen. En effet, les prémices d'un rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne ont débuté en 2007 par des négociations portant sur un Accord d'association finalement entré en vigueur en 2017. Peu après l'invasion de son pays par la Russie, le Président ukrainien a déposé la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Le statut de candidat lui a été accordé à l'occasion du sommet européen des 23 et 24 juin 2022. En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, un Accord de stabilisation et d'association est entré en vigueur le 1^{er} juin 2015, et une demande d'adhésion à l'UE a été déposée le 15 février 2016. Ce n'est qu'en mai 2019 que la Commission européenne a publié une liste de 14 priorités essentielles sur lesquelles les autorités bosniennes doivent travailler.

L'Ukraine et la Bosnie-Herzégovine ne se positionnent donc pas au même niveau dans le processus d'intégration européenne. L'octroi à l'Ukraine du statut de pays candidat à l'adhésion répond à une situation d'urgence, qui ne devrait pas se traduire concrètement dans un futur proche. Ce qu'avait souligné président français Emmanuel Macron en mars dernier lors du sommet européen de

Versailles : « *Est-ce que nous pouvons ouvrir une procédure d'adhésion avec un pays en guerre ? Je ne le crois pas.* »

La Bosnie-Herzégovine, quant à elle, s'est déjà engagée sur le chemin de l'Union européenne. Mais elle n'a toujours pas obtenu le fameux statut de pays candidat, le sommet UE-Balkans occidentaux du 23 juin ayant surtout permis de mesurer les dissensions entre pays de la région et s'étant traduit pas plus de frustrations que de satisfactions. La Bosnie-Herzégovine risque à tout moment de voir ses divisions internes dégénérer en conflit plus ouvert, ce qui pourrait mettre à mal ses perspectives européennes. On se souvient qu'en raison de querelles entre les différentes communautés au pouvoir, la Bosnie a attendu 13 ans avant de pouvoir déposer officiellement sa demande de candidature auprès de l'UE, en 2016. Un temps considérable, qui pourrait se prolonger si les représentants étatiques ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les changements administratifs, juridiques et politiques à effectuer. Dès lors, il est légitime de se demander si le pays choisira de s'enliser dans le marécage des inimitiés communautaires, ou s'il préférera privilégier l'avancée vers le projet européen.

Vignette : Sommet UE-Balkans occidentaux, Bruxelles, 23 juin 2022 (de gauche à droite : Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, Šefik Džaferović, président du collège présidentiel de Bosnie-Herzégovine, Charles Michel, président du Conseil européen et Emmanuel Macron, président de la République française (source : European Union).

* Sarah Hertzog est diplômée de l'IEP Strasbourg et membre du réseau des Alliances françaises à l'étranger.

** Arnaud Bezar est étudiant en licence 3 LLCER Albanais et Relations internationales (INALCO).



[Retour en haut de page](#)

date créée

27/06/2022

Champs de Méta

Auteur-article : Sarah Hertzog* et Arnaud Bezar**